

# LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°39 - avril 2009

## SOMMAIRE

**Liberté d'information et d'expression.** page 2

**Démocratie et libertés.** page 2&3

**Appareil judiciaire. La profession d'avocat.** pages 3&4

**Conflits du travail. Condition ouvrière.** pages 4&5

**Protestations. Mouvements de masse.** page 5

**Conflits fonciers.** page 6

**Minorités ethniques.** pages 6  
**X**injiang  
**Q**uestions Tibétaine

**Hongkong. Macao** pages 6&7

**Informations diverses.** page 7

**Bibliographie.** page 7

**Sources d'information.** page 8

*(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).*

## Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

## Le grandiose plan chinois pour les droits de l'homme.

**Le 13 avril, le gouvernement a publié son premier plan pour le développement des droits de l'homme (2009-2010).** Quinze mille mots et cinquante-six pages : bien mieux sans doute et bien plus que les 793 mots, rassemblés sur deux petites pages et dix-sept articles de la Déclaration de 1789. C'est pourtant la quadrature du cercle pour atteindre les objectifs.

Il faut progresser vers l'état de droit mais sans justice indépendante et en pressant les avocats de se désintéresser des dossiers « délicats ». Il faut assurer la démocratie mais sans que l'opposition puisse s'organiser de façon autonome. Il faut promouvoir les droits des travailleurs mais en interdisant qu'ils mettent sur pied des syndicats indépendants. Il faut garantir la liberté religieuse mais dans l'allégeance à un parti athée. Bref, pas de critique non autorisée : ce serait « troubler l'ordre social » ou « subvertir le pouvoir d'État ».

Il faut permettre l'accès de tous à l'éducation mais le nombre des écoles villageoises diminue et il faut payer des droits exorbitants dans l'enseignement secondaire et supérieur. Tous ont droit aux soins médicaux et hospitaliers urbains, à condition de verser d'avance au professionnel le prix officiel et, très souvent, un dessous-de-table. Les avocats défendent les droits constitutionnels contre l'arbitraire du parti mais subissent brimades, répressions et menaces.

Le régime chinois connaît bien ses violations ouvertes ou hypocrites des Droits de l'homme ; il lui serait donc facile d'y remédier. Il laisserait les citoyens monter à Beijing pour y remettre leurs doléances sans les embarquer vers des prisons non officielles. Il laisserait circuler la presse nationale et étrangère à travers le pays. Il organiserait une autonomie des régions périphériques non Han au lieu d'en déséquilibrer systématiquement la démographie.

La Chine pourrait se choisir des alliés soucieux des Droits de l'homme mais se complaît en compagnie de la Corée du Nord, du Zimbabwe, de la Birmanie, du Soudan, du Pakistan, d'une majorité de pays musulmans qui appliquent la chariah et punissent de mort les libres-penseurs. Elle défend ces dictatures et interdit qu'on aille y regarder de près, car elle refuse qu'on jette un œil critique à l'intérieur de ses propres frontières.

Ce plan de développement des droits de l'homme n'est pas destiné au peuple chinois mais aux Nations unies. Celles-ci se satisferont de cinquante-six pages de bla-bla-bla de bois. On suggère au parti communiste de méditer l'article 2 de 1989 et sa brièveté : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. »

Et la France dans tout ça ? Bernard Accoyer président de l'Assemblée nationale n'a pas parlé des Droits de l'homme lors de sa récente visite officielle : « Mon rôle n'était pas d'aborder ces questions ». Il suffit que la brouille sur le Tibet soit désormais soldée. Tibet-dalai lama, dalai lama-Tibet, Tibet-dalai lama, la demi-cécité française fixe le chiffon rouge habilement agité par Beijing et ferme prudemment les yeux sur la dictature la plus vaste et la plus visqueuse du globe.

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

## Liberté d'information et d'expression.

10 avril

**Le département de la propagande demande aux journalistes** qui traitent de la situation dans les lieux d'incarcération de ne diffuser que les informations fournies par le bureau des prisons. Il s'agit d'éviter que ces renseignements soient utilisés contre les autorités carcérales. (Fédération internationale des Journalistes, 16 avril ; A.F.P.)

5 avril

**Sun Wenguang (75 ans), professeur retraité de l'université du Shandong et dissident de Jinan, a été agressé** par des voyous non identifiés alors qu'il se rendait dans un cimetière pour rendre hommage à Zhao Ziyang, ancien secrétaire général du parti, à l'occasion de la fête des morts (Qingming). La police lui avait auparavant déconseillé la démarche. (C.R.D.-net, 7 avril)

2 avril

**Un habitant de Shenyang (Liaoning), Dong Changlin, qui avait parlé du massacre de Tiananmen sur un forum internet,** a été détenu administrativement pendant cinq jours pour avoir « répandu de fausses rumeurs et troublé l'ordre social ». (C.R.D.-net, 7 avril)

30 mars

**Le professeur Hu Xingdou annonce son intention d'attaquer en justice la police de Suzhou** et la société de technologie Xinwang Shuma pour la fermeture de son site internet le 25 mars. Hu y avait publié un article sur la corruption des milieux gouvernementaux, article que les autorités ont qualifié « d'information illégale ». Hu a choisi comme avocats Zhang Xing-shui et Wang Haiyang. Trente-quatre avocats, la plupart connus pour leur lutte en faveur des droits civiques, se sont associés à sa démarche. (C.R.D., 5 avril)

16 mai

**Arrestation de Ren Shangyan de Harbin (Heilongjiang),** alors qu'elle enquêtait sur des accusations de népotisme lancées contre le chef adjoint du bureau de lutte contre la corruption de Shuangyashan. Elle était accusée de fraude sur internet. Sa famille n'avait pas été informée de sa détention. Elle devrait être libérée en mai. (C.H.R.D., 15 avril)

## Démocratie et libertés.

18 avril

**La police a empêché une réunion organisée dans un restaurant de Xi'an** (Shaanxi) en l'honneur de l'intellectuel Dang Zhiguo, connu pour l'indépendance de ses écrits et décédé il y a un an. Elle avait interdit de s'y rendre à son avocat Zhang Jiankang. (C.H.R.D., 18 avril)

18 avril

**Libération de plusieurs anciens membres du parti démocrate :** Li Zhuo (ou Xiong Ying), ancien responsable du parti pour le Sichuan, après huit ans de prison ; Zhu Yufu, de Hangzhou (Zhejiang) après deux ans d'emprisonnement pour avoir « empêché la police d'accomplir sa tâche » - il avait essayé de repousser un policier qui brutalisait son fils - (Zhou avait passé sept ans en prison pour son activité dans le parti démocrate avant d'être relâché en 2006). (C.H.R.D., 18 avril)

15 avril

**Une vingtaine d'enseignants d'écoles populaires** qui souhaitaient se réunir à Wuhan (Hubei) pour discuter de la perte de leur emploi ont été appréhendés par la police de Wuhan et des fonctionnaires de leur localité d'origine et renvoyés chez eux, la réunion projetée étant déclarée « illégale ». (C.H.R.D., 15 avril)

14/15  
avril

**Convocation policière ou assignation à résidence de militants** à l'occasion du vingtième anniversaire du décès de Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général du parti dont la mort avant déclenché le mouvement étudiant de 1989. Dans la banlieue de la capitale, Qi Zhiyong, qui a perdu une jambe lors des affrontements de Tiananmen, a été appréhendé alors qu'il menait son enfant à l'école ; Luo Yongquan (Shaoguan, Guangdong), Zou Wei (Hangzhou, Zhejiang), Chen Xi (Guizhou), Zheng Enchong (avocat de Shanghai) ont de même été interpellés. (C.H.R.D., R.T.H.K., 15 avril)

12 avril

**Sortie de prison de la militante du Heilongjiang Liu Jie** après dix-huit mois de ré-éducation par le travail. Une lettre ouverte dans laquelle elle demandait au Parti de se réformer

... suite en page 3

avait recueilli 12.150 signatures. Sa condamnation, le 12 novembre 2007, se fondait sur ce qu'elle « instiguait des troubles et perturbait l'ordre public ». (C.H.R.D., 12 avril)

11 avril

**Libération de Zeng Jianyu**, ancien député de la ville de Luzhou (Sichuan) et militant de l'environnement et des droits civiques. Il avait été accusé de fraude en février 2007 et condamné à deux ans et demi d'emprisonnement après avoir dénoncé la pollution causée par la centrale énergétique de Jiangbei. (C.H.R.D., 19 avril)

8/11  
avril

**Remise en liberté après un mois de détention de quatre représentants d'enseignants** accusés de « posséder des secrets d'État ». Ils ont dû signer auparavant un engagement de ne pas pétitionner. (C.H.R.D., 18 avril)

6 avril

**Le professeur de droit Sun Dongdong de l'Université de Beijing (Beida) avait déclaré** le 23 mars que 99% des pétitionnaires venus réclamer dans la capitale étaient des « malades mentaux, pour la plupart paranoïaques, qu'il faudrait détenir dans des hôpitaux psychiatriques » parce qu'ils troublaient l'ordre public. Il a dû présenter ses excuses devant la masse des protestations émanant des pétitionnaires et de leurs avocats. (Boxun, 12 avril ; Xinhua)

4 avril

**Trois individus non identifiés ont kidnappé et emmené en camion la pétitionnaire Yang Suying** du village de Lizi, ville de Baiguo du district de Qingshen (Sichuan) alors qu'elle se trouvait sur le campus d'une université de la capitale. Yang présentait des pétitions depuis dix ans, suite à une éviction illégale. (C.R.D., 5 avril)

4 avril

**Détention pendant quatre jours de Liu Shasha**, qui avait distribué des copies de la Charte 08 dans les rues de Nanyang (Henan). Après une grève de la faim commencée dès son arrestation, la militante avait été remise par la police à son employeur, la société Petrochina, qui l'avait séquestrée dans ses locaux. Le 31 mars, quarante ouvriers et cadres de cette société avait été arrêtés dans la capitale, où ils étaient venus présenter leurs revendications ; les police les avait ensuite ramenés à Nanyang. (C.H.R.D., 18 avril)

1 avril

**Le militant des droits ouvriers Zeng Rongkang**, arrêté le 20 mars pour sa participation à des manifestations devant un tribunal de Chengdu (les 23 et 24 février) a été officiellement accusé d'avoir « organisé la foule pour détruire l'ordre social ». Autres incriminés déjà détenus : Huang Xiaomin, Xin Qingxian, Lu Dachun et Yan Wenhan. (C.R.D., 12 avril)

## L'appareil judiciaire. Les avocats.

23 avril

**Dans une lettre ouverte adressée au Congrès des États-Unis**, Geng He, épouse de l'avocat Gao Zhisheng disparu début février, demande que des pressions s'exercent sur le gouvernement chinois pour qu'il révèle ce qu'il est advenu de son mari. L'avocat lutte depuis 2003 pour défendre les victimes d'évictions immobilières, les militants religieux, les membres de la secte du Falungong et les dissidents. Il avait été condamné en fin 2006 à trois ans de prison avec suspension d'exécution de peine puis kidnappé en septembre 2007 pour cinquante-neuf jours pendant lesquels il fut torturé. (Human Rights in China, 23 avril)

19 avril

**Yuan Weijing, épouse du juriste avocat aveugle Chen Guangcheng, a été agressée** en sortant de chez elle par neuf individus qui l'ont frappée de coups de pied et coup de poings. Chen a été condamné en août 2006 à quatre ans et trois mois d'emprisonnement officiellement pour « dégradation de biens publics » et « rassemblement de personnes en vue de bloquer la circulation », en réalité pour avoir dénoncé les stérilisations et avortements forcés organisés dans la municipalité de Linyi (Shandong). Il souffre de dysenterie et ses gardiens le laissent sans soins. Yuan Weiqing vient d'être privée de son droit de visite mensuelle. (Amnesty International, 21 avril).

17 avril

**Selon les données d'une téléconférence organisée par le ministère de la Sécurité**, quinze détenus seraient morts depuis le début de cette année dans des conditions suspectes : après avoir été frappés, pour cause de « suicide » ou d' « accident ». Le 11 avril, Lin Guo-qiang, un jeune homme robuste de 19 ans, est décédé dans une prison de Fuqing (Fujian) ; ses parents ont pu constater que sa taille et son dos étaient enflés et couverts d'ecchymoses. (*Quotidien du procureur*, 17 avril)

16 avril

**Remise en liberté, après quatre cents jours de détention, de l'avocat Liu Yao de Shenzhen (Guangdong)**. Liu s'est fait connaître pour sa défense des paysans de Paitou, expropriés pour la construction d'une centrale énergétique. Il avait été condamné en juin 2008 pour « destruction intentionnelle de biens ». Sa condamnation à quatre ans de prison avait été ramenée à deux ans - après protestation en sa faveur de trente-six avocats - puis à dix-huit mois. Il reste interdit d'activité professionnelle pour deux ans. Selon son avocat Li Fangping, les réductions successives de peines montrent l'inconsistance du dossier d'accusation. Cinq cents onze avocats de Shenzhen ont signé une pétition demandant sa libération en février 2009. (*Human Rights in China*, 17 avril)

14 avril

**L'avocat de Shanghai Yan Yiming est attaqué dans son bureau et frappé** (fracture de l'omoplate) par des individus qui se présentaient comme des clients potentiels. Yan a souvent défendu des actionnaires minoritaires ; ses amis pensent que l'agression est liée à une affaire de commerce de titres. (*C.R.D.*, 14 avril)

13 avril

**L'avocat de Beijing Cheng Hai a été attaqué par quatre ou cinq individus** qui l'ont encerclé et frappé alors qu'il s'apprêtait à rencontrer un client à Chengdu (Sichuan). L'avocat défend des membres de la secte Falungong et en particulier Tao Yuan, un ancien étudiant de l'Université normale de Beijing emprisonné pour « répandre un culte diabolique ». estime que les responsables de l'agression sont des fonctionnaires du Bureau général de gestion de Jinyang (district de Wuhu à Chengdu). (*C.R.D.*, 14 avril)

10 avril

**Yang Zaixin, un avocat du district de Hepu (Guangxi), a été attaqué** et frappé par des inconnus pendant dix minutes après avoir répondu à un faux appel téléphonique lui demandant de défendre un client. Yang avait pris la défense d'un groupe de paysans dans le conflit foncier qui les opposait à la société agricole d'État Qinlian. (*C.R.D.-net*, 11 avril)

8 avril

**L'avocat de Beijing Li Heping a été empêché pour la troisième fois de rendre visite à Guo Quan**, son client de Nanjing (Jiangsu), accusé de « subversion du pouvoir d'État ». Les bureaux de la prison lui ont d'abord demandé de se faire accompagner d'un autre avocat ; puis elles ont exigé qu'il aille à 250 kilomètres (Suqian) se procurer une autorisation de visite ; une fois arrivé, il apprit que les autorités concernées n'étaient pas sur place et ne pouvaient lui remettre les documents. Ces empêchements sont des violations caractérisées de la loi sur la profession d'avocat. (*C.R.D.*, 8 avril)

19 mars

**Dong Shuyuan, détenue d'un camp de rééducation par le travail situé à Harbin (Heilongjiang)**, a été frappée par les gardes à l'issue d'une controverse avec le médecin, traînée dans les escaliers puis soumise pendant quatre jours au supplice de la « grande pendo » (accrochée par les menottes sans que les pieds touchent le sol) avant de subir pendant dix jours le supplice du « chevalet du tigre ». (*C.H.R.D.*, 13 avril)

## Conflits du travail. Condition ouvrière.

22 avril

**Augmentation de 59% des conflits du travail portés devant les tribunaux au premier trimestre 2009** sur la même période de l'année précédente. Cette évolution s'expliquerait par les dispositions de la loi sur les contrats de travail, entrée en vigueur en janvier 2008, par l'abaissement des coûts de procédure et, bien entendu, par l'augmentation des conflits et des faillites d'entreprises. (*Xinhua*, 22 avril)

... suite en page 5

21 avril

**Une trentaine d'ouvriers ont bloqué l'entrée de l'usine de pile GP de Huizhou**, près de Shenzhen (Guangdong) après le refus de l'entreprise d'accorder des compensations pour le taux anormalement élevé de cadmium dont ils souffraient. Cet empoisonnement remonte en fait à 2004, année où une enquête avait montré qu'il concernait plusieurs centaines de salariés. La poussière de cadmium est cancérigène, elle porte atteinte aux fonctions rénales et intestinales ; les enfants des ouvrières sont eux aussi contaminés. (*South China Morning Post*, 22 avril)

19 avril

**Les tests nucléaires menés de 1964 à 1996 dans la région du Lopnor, au Xinjiang, pourraient avoir fait 190.000 victimes dans la population ouïghoure**, chinoise et tibétaine. Selon le physicien japonais Jun Takada de l'Université de Sapporo, 1,48 million d'individus ont été exposés aux retombées radioactives. L'unité 8023 chargée des tests aurait été particulièrement frappée, en raison de l'insuffisance de la protection, parfois réduite au port d'un masque à gaz et à une douche en fin de journée. Selon Tanaka, les trois plus gros tests ont engendré plus de radioactivité que la catastrophe de Tchernobyl de 1986. (*Sunday Times*, 19 avril)

14 avril

**Quatre cents ouvriers ont bloqué les rues de Fuling** (district de Chongqing, Sichuan) pour protester contre des arriérés de salaires de trois mois. Leur employeur est la société d'État Jindi (industrie textile) qui vient de reprendre le groupe privé déclaré en faillite. Quatre à cinq mille ouvriers y seraient en grève. (*Xinhua*, 14 avril)

14 avril

**Arrestation de dix personnes pour troubles lors d'une grève de chauffeurs de taxis à Yueyang** (Hunan). L'arrêt de travail avait commencé la veille avec des attroupements devant les bureaux de la municipalité pour exiger une réduction des charges (640 à 710 euros par mois) que les chauffeurs doivent aux sociétés employeuses. Des bagarres avaient éclaté entre grévistes et non grévistes. (*Xinhua*, 11 avril)

11 avril

**L'inondation d'une mine de charbon a fait douze morts dans la mine Jilin de la ville de Xingnong**, district de Jidong (Heilongjiang). La mine opérait sans l'autorisation délivrée après inspection des dispositifs de sécurité. L'exploitation avait été suspendue lors de la Fête du printemps en janvier. (*Xinhua*, 9 avril)

3 avril

**1.000 ouvriers selon Xinhua, - 6.000 selon Chinese Human Rights Defenders - de l'usine Yimian de Baoding (Hebei), cédée en 2004 à un groupe de Hongkong, ont entrepris une marche de 140 kilomètres** vers Beijing pour protester contre la privatisation, les réductions de salaires et les impayés. Leur marche a été interrompue par les autorités et ils ont dû retourner en bus à Baoding. La grève commencée le 29 mars avait été suivie par quatre mille ouvriers. (*Xinhua*, 4 avril)

## Protestations. Mouvements de masse.

13 avril

**Mille résidents de Shenzhen (Guangdong) ont assiégé le bureau de police de Taiyuan** et ont affronté la police anti-émeute. Les heurts auraient fait une dizaine de blessés. L'origine du conflit se trouve dans la mauvaise qualité des habitations à bas coût construites par les autorités locales. L'arrestation la veille de deux habitants qui protestaient devant les dirigeants locaux a provoqué la manifestation du 13 avril. (*Centre d'information pour les Droits de l'homme et la Démocratie*, 14 avril)

4 avril

**Les attaques menées contre des agents de la Sécurité publique se sont élevées à 7.719 dans l'année 2008.** Elles auraient concerné 11.821 personnes, dont 4.338 ont fait l'objet de poursuites. Le chercheur de l'Académie des Sciences sociales Yu Jianrong explique ces actes de rébellion par les abus de pouvoir et les actes délinquants du personnel de la Sécurité, lesquels susciteraient le mécontentement et la colère des citoyens. (*Nanfang Dushi Bao*, 4 avril)

## Conflits fonciers.

8 avril

**Arrestation à Changsha (Hunan) de Yu Jianlong** pour « rassemblement de foule troublant l'ordre public ». Son épouse fut arrêtée deux jours plus tard. Ils avaient protesté contre la démolition forcée de leur maison où vivaient huit membres de leur famille, alors que les compensations ne devaient être fixées par le tribunal qu'en fin de mois. L'épouse Cheng Gen-lian s'était rendue à Beijing au mois de mars mais avait été rapatriée de force. (C.H.R.D., 16 avril)

7 avril

**Cinq mille paysans originaires de sept villages du district de Fengtai relevant de la ville de Huainan (Anhui) ont envahi les locaux d'une société minière** et en frappé les cadres dirigeants. Les autorités locales avaient autorisé l'entreprise Gubei de creuser sous leurs villages, ce qui avait provoqué des affaissements de terrain, des pertes de surface cultivables et des dégradations d'immeubles.

Les villageois ont affronté les forces de police et les agents de la sécurité puis s'en sont pris aux dirigeants locaux venus pour tenter de rétablir le calme. Un milliers de policiers armés et des forces paramilitaires sont arrivés pour mettre un terme aux troubles. (Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 9 avril)

5 avril

**Un millier d'individus relevant des villages Yan et Baishaxue de la région de Danzhou (Hainan) se sont affrontés** à coups de bâton et par jet de pierres pendant la fête des morts (Qingming) au sujet de l'usage d'un cimetière. Le cimetière de Baishaxue se trouve depuis un siècle sur le territoire de Yan et s'étend progressivement au mécontentement des villageois de Yan. (South China Morning Post, 5 avril)

## Minorités ethniques.

### XINJIANG

9 avril

**Exécutions de deux Ouïghours**, accusés d'avoir attaqué des policiers à Kashgar le 4 août 2008 dans le dessein de troubler le déroulement des Jeux olympiques. L'attaque aurait fait dix-sept morts et quinze blessés. (Xinhua, 9 avril)

### QUESTION TIBETAINE

Déb.  
avril

**Arrestation du moine Dokru Tsuilrim**, responsable de la publication Khawai Tsesok (L'âme de la neige), dans son monastère de Ngaba Gomang (Sichuan). Ses articles au-raient soutenu « les forces séparatistes ». La revue est suspendue.

Arrestation le 11 mars, du moine Thuksan (monastère de Nurma) accusé d'avoir envoyé à l'étranger des informations sur les violations des droits de l'homme.

Libération le 20 avril du moine Golok Jigme, arrêté pour avoir aidé le réalisateur de documentaires Dhondup Wanchen, lequel reste détenu. (Reporters sans frontières, 24 avril)

8 avril

**Condamnation à mort de deux Tibétains pour actes d'incendiaires commis lors du soulèvement de mars 2008.** Le tribunal de Lassa a condamné deux autres Tibétains à mort avec sursis d'exécution de deux ans. Il a prononcé contre un cinquième une peine d'emprisonnement à vie. Selon le tribunal, les incendies auraient fait sept morts civils et détruit cinq boutiques. (Xinhua, 8 avril)

## Hongkong - Macao

16 avril

**L'évêque John Tong, remplaçant du cardinal Joseph Zen, soutient la révision des verdicts concernant le mouvement démocratique de 1989, officiellement qualifié de contre-révolutionnaire.** Il affirme toutefois qu'il ne prendra part à aucune des manifestations commémoratives du massacre de Tiananmen. L'évêque s'est déclaré favorable à l'instauration du suffrage universel aussi vite que possible. (R.T.H.K., 16 avril)

7 avril

**Un législateur de Macao, Antonio Ng, a nié l'existence d'une liste noire, sur laquelle figureraient les noms des législateurs,** militants et chercheurs de Hongkong qui n'ont pu récemment entrer dans l'ancienne colonie portugaise. Ces refus résulteraient, selon lui, de décisions individuelles des agents de l'immigration. (RTHK, 7 avril)

## Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 18 avril** 727,5 millions de ruraux recensés en 2007 (55,06% de la population) avec un revenu annuel net moyen de 4.140 yuan en 2007. (A.F.P., 18 avril)
- 18 avril** Selon l'économiste de Hongkong Paul Cavey (Macquarie Security), la consommation intérieure chinoise ne représenterait que 35% du produit intérieur brut. « Troisième économie mondiale, la Chine n'est qu'en sixième position pour la consommation » intérieure. (A.F.P., 18 avril)
- 16 avril** 9.486 personnes en milieu rural ont été poursuivies en 2008 pour corruption sur un total de 11.712 enquêtes pour abus de pouvoir. 42,4% des individus incriminés dirigeaient des organisations de bases (comité de village ou organisation du parti à l'échelle du village) (Xinhua, 16 avril)
- 11 avril** La Chine compte 159 millions d'individus âgés de plus 60 ans, soit 12% de la population. Cette catégorie augmente de 3,3% par an. Elle pose un problème grave de couverture sociale. Un tiers seulement des personnels urbains ont droit à une pension de retraite. (Xin-hua, 11 avril ; Centre d'études stratégiques et internationales)
- 10 avril** L'indemnité quotidienne pour privation de liberté sans raison a été portée à 111,99 yuan (12 euros). (Journal des lois, 10 avril)
- 9 avril** Le ministère de la Sécurité publique annonce le lancement d'un plan national de lutte contre le trafic de femmes et d'enfants, lequel serait en augmentation notable dans les dernières années. Outre le repérage des victimes, le plan visera à démanteler les groupes qui forcent les enfants à la mendicité ou à la délinquance, en organisant des bandes. (Xinhua, 9 avril)

## BIBLIOGRAPHIE.

- **China's Long March to Retirement Reform. The graying of the Middle Kingdom Revisited.** Richard Jackson, Keisuke Nakashima, et Neil Howe CENTER FOR STRATEGIC AND INTERNATIONAL STUDIES (CSIS) et PRUDENTIAL FOUNDATION. 52 pages, 2009. Accès sur le net à [http://www.csis.org/media/csis/pubs/090422\\_gai\\_chinareport\\_en.pdf](http://www.csis.org/media/csis/pubs/090422_gai_chinareport_en.pdf)

## SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Époque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Échange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.



**S**olidarité Chine et Ensemble contre la peine de mort obtiennent le 21 avril en justice la fermeture de l'exposition **OUR BODY, A CORPS OUVERT** à Paris. Le juge a estimé qu'il s'agissait là d'un affront à la dignité du corps humain. Les deux associations requéraient cette fermeture en demandant aux organisateurs de fournir les preuves que les corps avaient été présentés avec le consentement des intéressés, alors que tout porte à croire que les cadavres ont été obtenus par le biais d'une sorte de marché noir concernant au moins pour partie des condamnés à morts chinois.

*POUR NOUS CONTACTER, écrire à :*  
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».